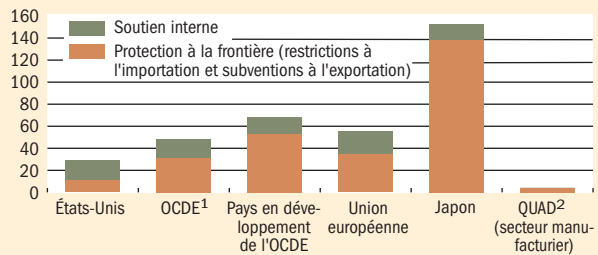


Le commerce agricole mondial : cueillir en abondance les fruits de Doha

L'AGRICULTURE est le moteur de l'économie de maints pays en développement, en particulier des moins développés d'entre eux. Il ressort des statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que l'agriculture contribue pour plus d'un tiers aux recettes d'exportation de près de 50 pays en développement, dont une quarantaine doivent à ce secteur plus de la moitié de ces recettes. Mais les obstacles au commerce des produits agricoles, alliés aux énormes subventions accordées en particulier dans les pays riches, empêchent les pays pauvres de maximiser les gains qu'ils pourraient tirer de ces échanges. À l'heure où les participants aux négociations du cycle de développement de Doha, engagées il y a trois ans, essaient de mener celles-ci à bien, l'agriculture — en particulier l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation — reste au devant de la scène.

L'agriculture reste très protégée, notamment par des restrictions à l'importation et des subventions à l'exportation.

(taux de protection : niveau du dépassement des prix mondiaux par les prix intérieurs)

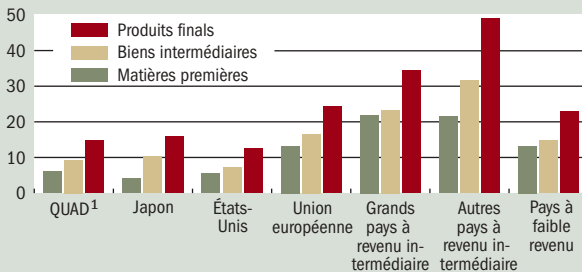


Source : OCDE, base de données sur l'accès au marché agricole.
 ¹OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.
 ²QUAD = Canada, États-Unis, Japon et Union européenne.

Accès aux marchés. Parmi les questions les plus controversées figurent 1) les barrières à l'importation, telles que les crêtes tarifaires élevées (droits souvent fixés à 100 % ou plus) sur les produits essentiels des pays en développement (dont sucre, produits animaux et riz); 2) la progressivité des droits (ceux-ci augmentent avec le degré d'ouvraison), qui empêche les pays pauvres de sortir de la production de produits primaires à faible valeur ajoutée; 3) les contingents tarifaires, qui consistent à appliquer un taux plus faible aux importations ne dépassant pas un niveau fixé, dressant ainsi des obstacles élevés et non transparents aux importations.

Les droits sur les produits finis sont supérieurs à ceux qui frappent les matières premières.

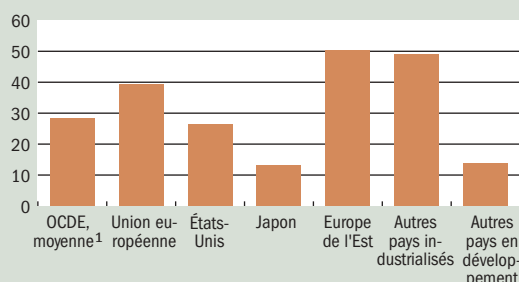
(taux des droits; taux de la nation la plus favorisée appliqués aux produits agro-alimentaires)



Source : base de donnée intégrée de l'Organisation mondiale du commerce.
 ¹QUAD = Canada, États-Unis, Japon et Union européenne.

Beaucoup de produits continuent d'être protégés par des contingents tarifaires.

(pourcentage de la production agricole soumis à des contingents tarifaires)

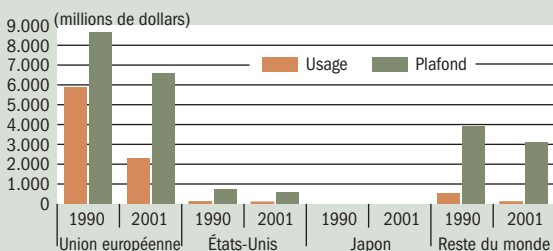


Source : OCDE, base de données sur l'accès au marché agricole.
 ¹OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

Soutien interne. Les versements directs des contribuables et consommateurs aux exploitants agricoles restent élevés, atteignant environ 235 milliards de dollars dans les pays industrialisés en 2003. Ces versements, qui ont pour but de protéger les petits agriculteurs, finissent par bénéficier surtout aux gros exploitants, parce qu'ils sont fondés sur le niveau de la production, l'utilisation d'intrants, ou la superficie des terres, et que les petits exploitants tendent à tirer une grande partie de leurs revenus d'activités non agricoles. Comme les plafonds en vigueur sont bien supérieurs au taux d'usage, la réduction d'emblée de 20 % prévue par l'accord-cadre du 1^{er} août 2004 sur la reprise des négociations de Doha n'aurait guère d'effet. Aussi les futurs engagements de réduction de ces subventions devront-ils être ambitieux et prendre effet au plus tôt.

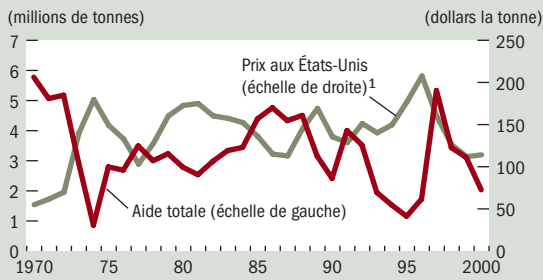
Concurrence à l'exportation. Les subventions directes à l'exportation, comme les obstacles à l'importation, ont un double effet sur les échanges puisqu'elles réduisent la demande tout en accroissant l'offre dans le pays qui accorde les subventions. Comme dans le cas du soutien interne, les plafonds en vigueur sont bien supérieurs au niveau des subventions effectivement versées, mais les taux d'usage ont été très instables, augmentant fortement lorsque les cours mondiaux sont bas. L'Union européenne est de loin le plus gros utilisateur des subventions explicites à l'exportation. D'autres pays ont recours à des subventions implicites, comme les crédits à l'exportation subventionnés, les achats des entreprises commerciales d'État et l'aide alimentaire — moyen employé par les pays riches pour écouler les excédents de récoltes exceptionnelles. L'accord-cadre d'août prévoit le retrait progressif de toutes les subventions à l'exportation, mais sans fixer de calendrier à cet effet. Ce retrait doit se faire rapidement, par des coupes de plus en plus réduites.

Les plafonds fixés aux subventions à l'exportation étant supérieurs au taux d'usage, seules de fortes réductions auront de l'effet.



Source : Organisation mondiale du commerce, *Usage par les membres des catégories de soutien interne, des subventions à l'exportation et des crédits à l'exportation*, 3 mars 2002.

L'aide alimentaire (blé) des États-Unis est élevée quand les cours mondiaux sont bas, c'est-à-dire quand les pays en ont le moins besoin.

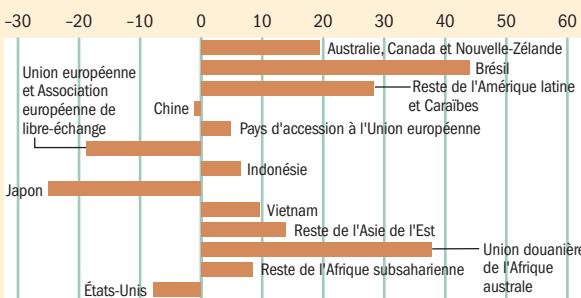


Sources : États-Unis, Département de l'agriculture; Banque mondiale. ¹Prix f. à b.

Accroissement possible des revenus. Le succès des négociations de Doha bénéficierait énormément au monde entier, en particulier aux pays en développement. Ces derniers y gagneraient non seulement parce qu'ils auraient plus facilement accès aux marchés des pays riches du Nord, mais aussi — et même davantage — parce qu'ils profiteraient des avantages tirés par chaque pays de la levée de ses propres barrières et du développement des échanges Sud-Sud. Une issue heureuse des négociations contribuerait à relever les revenus dans les zones rurales, où vivent 73 % des pauvres des pays en développement, la majorité dans des pays qui ne jouissent pas d'un accès préférentiel aux marchés des pays industrialisés. La croissance des revenus ruraux est essentielle à la réalisation de l'ODM de réduction marquée de la pauvreté.

La libéralisation commerciale aurait un effet positif sur les revenus ruraux.

(variation des revenus ruraux de 2015 par rapport à un scénario sans libéralisation des échanges mondiaux; en pourcentage)

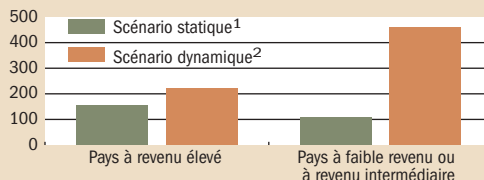


Source : simulations de la Banque mondiale à l'aide d'un modèle de lien et dans le cadre du projet d'analyse du commerce mondial.

Pas de perdants à la longue? Bien entendu, tout le monde ne sortira pas gagnant des négociations de Doha. Les consommateurs nets de produits alimentaires (particuliers et pays) y perdront, car le prix de ces produits augmentera, mais beaucoup y gagneront parce que des chances plus grandes leurs seront offertes dans d'autres domaines. Mais les pertes (et gains) ne se réaliseront qu'au bout de plusieurs années d'application de l'accord, ce qui laisse aux pays un délai d'adaptation. L'aide de la communauté internationale sera indispensable pour faciliter leur adaptation et aussi pour leur permettre de prendre les dispositions nécessaires afin de mettre le plus à profit les nouvelles possibilités qui s'offrent à eux.

Les gains à tirer d'une libéralisation de vaste ampleur seraient énormes par rapport à une APD d'environ 50 milliards de dollars par an.

(variation du revenu réel de 2015 par rapport à un scénario sans libéralisation des échanges mondiaux; milliards de dollars)



Source : simulations de la Banque mondiale à l'aide du modèle de lien et dans le cadre du projet d'analyse du commerce mondial. ¹Un scénario de réforme du commerce mondial des marchandises est dit *statique* lorsque la productivité est fixe. ²Un scénario de réforme du commerce mondial des marchandises est dit *dynamique* lorsque la productivité est liée à un indicateur d'ouverture (ratio sectoriel exportations/production; voir *Global Economic Prospects 2002*).

Article fondé sur les travaux effectués par les services de la Banque mondiale.
 Voir <http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/ardext.nsf/11ByDocName/TopicsAgriculturalTrade>.